

PRÉSIDENTIELLE 2012 : UNE EUROPE OMNIPRÉSENTE MAIS A SON CORPS DÉFENDANT

PAR

CORINNE DELOY (*)

La campagne présidentielle française de 2012 possède une particularité : elle est la première campagne électorale française qui ait été véritablement européenne. Ce fait inédit s'explique en grande partie par le contexte de crise économique européenne. Celle-là, en raison de sa gravité et de son ampleur, a constitué l'arrière-fond de l'ensemble des débats électoraux : crise de la dette et de la zone euro, réduction des déficits publics, relance de la croissance, avenir de la politique industrielle ont été les thèmes centraux des discours des candidats, mis au défi de répondre aux angoisses des électeurs et de leur indiquer les solutions qu'ils préconisaient pour sortir des difficultés économiques et de se positionner face aux mécanismes européens conçus pour lutter contre la crise (Mécanisme européen de stabilité, Pacte budgétaire européen). Les Français ont aujourd'hui intégré les contraintes de la mondialisation ; la majorité d'entre eux estiment que l'espace national ne constitue plus forcément le niveau le plus approprié pour répondre à des enjeux désormais planétaires : comme l'ensemble de leurs concitoyens européens, ils ont compris que l'avenir de leur pays est étroitement lié à celui des autres Etats membres de l'Union et, dans les enquêtes d'opinion, ils consacrent l'Europe comme le niveau de décision et d'action le plus pertinent et le plus efficace. La souveraineté nationale et la puissance publique passent donc désormais au moins autant, voire davantage, par Bruxelles que par Paris.

Pour la grande majorité des électeurs comme des candidats, l'Europe constitue de fait le niveau le plus pertinent pour pouvoir agir sur notre destinée, voire la dernière espérance. Le discours de Marine Le Pen (Front national), qui fait de la nation le seul rempart à la mondialisation et voit dans le repli sur soi la seule solution à la crise actuelle et la seule réponse aux bouleversements du monde, est l'exception qui confirme la règle. On peut d'ailleurs se demander si les électeurs du Front national (FN) sont véritablement convaincus que le retour à la France d'hier – celle des frontières nationales et du franc – constitue l'avenir de la France et la

(*) Chargée d'études au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, France) et rédactrice de l'Observatoire des élections en Europe de la Fondation Robert SCHUMAN (France).

meilleure réponse aux bouleversements du monde ou bien s'ils savent gré à Marine Le Pen de mettre l'accent sur certains dysfonctionnements et de tenir compte de leurs inquiétudes et de leurs interrogations face aux mutations de la société quand les autres candidats semblent incapables de les entendre et, *a fortiori*, de répondre à leurs craintes de façon efficace.

Si on suppose que le monde est désormais régi par de grandes puissances, alors, la survie de la France et, plus largement, de son identité et de son modèle social passe par l'union avec les autres Etats européens. Cependant, cette réalité incontournable atteste du déclassement de Paris, un fait difficile à accepter et qui oblige les Français à adopter un nouveau logiciel de lecture du monde. La question de la place et du rôle de la France en Europe et, plus largement, dans la mondialisation ainsi que celle de l'avenir du projet européen auraient par conséquent dû occuper une place centrale dans la campagne présidentielle. Or il n'en a rien été : car si l'Europe a été plus présente que jamais dans cette campagne présidentielle, elle l'a été en creux, en négatif, comme à son corps défendant. Si jamais l'idée de renoncer à l'Europe n'a semblé autant irréaliste, jamais non plus celle-là n'a été autant maltraitée.

Il est vrai que l'élection présidentielle française est le rendez-vous d'un homme avec son peuple. Dans cette grand-messe nationale, chaque candidat se doit de traiter de thèmes qui débordent tous le cadre des frontières, alors que l'appartenance à l'Union oblige Paris à partager sa souveraineté, réduisant par là même considérablement les pouvoirs du chef de l'Etat français. Le scrutin présidentiel consacre la toute puissance d'un homme dans un pays, à l'heure où la prise de décision procède davantage de la négociation entre Etats et du compromis que de la prescription, cela, dans une Europe dans laquelle les rapports de force sont plus que jamais liés aux performances économiques, notamment budgétaires, des Etats membres.

Difficile dans ces conditions pour un candidat à l'élection présidentielle de promouvoir l'idée européenne et de mobiliser sur le projet européen, des sujets qui divisent non seulement les Français, mais également chaque électorat : le clivage européen déborde en effet le traditionnel clivage gauche-droite, au point de s'affirmer, élection après élection, comme la nouvelle ligne de fracture principale de la scène politique française.

UNE CAMPAGNE OÙ JAMAIS L'EUROPE N'A ETÉ AUTANT PRÉSENTE

Un agenda de crise européenne

Le 6 mai 2012, les Français ont attendu toute la journée le verdict des urnes pour connaître le nom de leur futur Président, de l'homme qui dirigerait leur pays durant les cinq prochaines années. Une grande partie d'entre eux avaient également les yeux braqués sur une autre capitale européenne, Athènes, tant ils savaient que le vote des Grecs, menacés de

faillite par la crise économique et appelés ce même jour à renouveler leur parlement, était aussi important pour l'avenir de l'Europe, c'est-à-dire le leur, que l'élection du chef de l'Etat français.

L'Europe s'est invitée dans la campagne présidentielle française à de nombreuses reprises. En février, le vote sur le Mécanisme européen de stabilité (MES) – dispositif européen voté par le Parlement de Strasbourg le 23 mars 2011 et créant un fonds commun de créance permettant d'emprunter sur les marchés financiers jusqu'à 500 milliards d'euros pour aider les Etats en difficulté financière – a opposé la gauche à la droite. Le Parti socialiste (PS) du candidat François Hollande a appelé à l'abstention lors du vote au Parlement par opposition au Pacte budgétaire européen – qui n'était pourtant pas le sujet du vote – ; une vingtaine de députés socialistes ont toutefois voté contre le texte, en dépit de la consigne de leur parti. Europe écologie - Les Verts (EE-LV), formation de la candidate Eva Joly, avait également appelé à l'abstention, pour des raisons identiques à celles des socialistes : « *Je ne peux pas dissocier le Mécanisme européen de stabilité du Traité [sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dit Pacte budgétaire européen] et je ne pense pas que ce mécanisme-là puisse sortir l'Europe de l'austérité* » (1), a déclaré la candidate écologiste. La consigne a là aussi été bravée par trois députés verts, qui se sont opposés au texte. Enfin, les parlementaires du Front de gauche (FG), formation du candidat Jean-Luc Mélenchon, ont voté contre le Mécanisme européen de stabilité.

A droite, les membres de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) du Président sortant et candidat à sa propre succession, Nicolas Sarkozy, se sont prononcés en faveur du dispositif. Le candidat du Mouvement démocrate (MoDem) François Bayrou, absent de l'hémicycle le jour du vote, a quant à lui choisi... de ne pas choisir ; les deux autres députés du Mouvement démocrate l'ont imité. Le centriste s'était déjà abstenu lors du vote du Traité de Lisbonne par l'Assemblée nationale le 7 février 2008, refusant de cautionner l'absence de référendum sur le texte.

Le Mécanisme européen de stabilité a finalement été adopté le 6 mars par le Parlement français.

Au-delà de ce texte, le Pacte budgétaire européen, signé le 2 mars 2012 à Bruxelles par les chefs d'Etat et de gouvernement de vingt-cinq Etats membres de l'Union européenne, a figuré au cœur de la campagne présidentielle. Nicolas Sarkozy, partisan de la règle d'or – soit l'inscription dans la Constitution française d'une limite au déficit public du pays –, était le seul des dix candidats à être favorable au texte qui, selon le chef de l'Etat sortant, garantit aux chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres la responsabilité de la gouvernance économique de la zone euro. Nicolas Sarkozy a débuté sa campagne en bon élève de la classe européenne : il a célébré le modèle allemand sur la TVA sociale ou la flexibilité du temps

(1) Discours de Montpellier, 29 fév. 2011.

de travail, répété que la France et l'Allemagne avançaient ensemble et fixé le rattrapage de l'économie allemande comme l'une des priorités du quinquennat à venir. Il a tenté de capitaliser sur sa relation avec la Chancelier allemande Angela Merkel, personnalité appréciée par la majorité des Français et dont le pays jouit d'une image positive : 82% des Français disent avoir une bonne image de l'Allemagne (2). « *J'ai de l'admiration pour une femme qui dirige 80 millions d'Allemands comme elle les a dirigés pendant la crise [...] Ce n'est pas copier l'Allemagne que de s'inspirer d'un modèle qui a fonctionné [...] Il ne s'agit pas de se copier mais nous allons converger* », a déclaré Nicolas Sarkozy le 6 février, dans un entretien de quinze minutes qu'il a accordé, aux côtés de la Chancelière Angela Merkel, au journal de 20 heures de France 2 et de la chaîne de télévision allemande ZDF. Le candidat à sa réélection veut donner l'impression qu'il est le seul à pouvoir gouverner la France en temps de crise, qu'il dispose seul des atouts nécessaires pour faire les meilleurs choix pour le pays et qu'il a d'ailleurs déjà fait ces choix. « *Quand l'Allemagne signe un traité, quand la France signe un traité, ils engagent le peuple allemand et le peuple français. C'est un engagement d'Etat, ce n'est pas un engagement politicien* » précise-t-il, ajoutant : « *Nos pays sont beaucoup plus importants que nos personnes. Si, en fonction des alternances démocratiques, chaque dirigeant élu devait remettre en cause les traités signés par son prédécesseur, il n'y aurait plus aucun traité signé dans le monde* ». Pour sa part, Angela Merkel, qui de son côté tenait à montrer que l'Allemagne ne domine pas l'Europe et que la politique qu'elle conduit est partagée, s'est félicitée de « *la qualité du travail accompli depuis le début de la crise de l'euro avec Nicolas Sarkozy* ».

François Bayrou est également favorable au Pacte budgétaire européen. Il avait d'ailleurs proposé, dans sa campagne présidentielle de 2007, l'inscription, dans la Constitution, de l'interdiction pour un gouvernement de présenter un budget de fonctionnement en déficit – en dehors des périodes de récession. Le candidat du Mouvement démocrate a répété durant ses *meetings* que la réussite de la France passait par celle de l'Union : « *Nous savons en même temps très bien que, aussi soudé que soit notre peuple, il ne peut pas, face au vaste monde, se retrouver seul, se faire entendre seul. Les pays européens qui joueraient de nouveau avec l'idée du chacun pour soi se condamneraient à l'insignifiance [...] Nous avons besoin que nos intérêts soient défendus dans et par un ensemble plus lourd qui relaiera notre voix et nos attentes* » (3), souligne-t-il. Le centriste demande une plus grande solidarité européenne : « *Si j'avais été Président de la République, je n'aurais pas accepté que l'Europe aille chercher le Fonds monétaire international pour remettre de l'ordre dans un pays de l'ensemble européen. Je n'ai pas aimé cette méthode et je considère que la situation qui a été faite à la Grèce, en*

(2) IFOP, Enquête sur l'image de l'Allemagne en France, janv. 2012, disponible sur le site Internet www.ifop.com/media/poll/1735-1-study_file.pdf.

(3) Discours de Strasbourg, 6 mars 2012.

multipliant des pressions offensantes, a fait courir à ce pays, et à notre ensemble européen, un risque majeur » (4), souligne François Bayrou. Pour lui, l'assureur d'Athènes en dernier ressort doit être la Banque centrale européenne. Réservé sur les euro-obligations, le centriste est favorable aux *project bonds* – emprunts obligataires sur projets qui seraient financés par le secteur privé, mais avec une garantie publique européenne – et à la création d'une Cour des comptes européenne – afin d'établir une transparence absolue dans la gestion financière des Etats membres et de vérifier la véracité des comptes publics de chacun d'entre eux.

Sur la gauche de l'échiquier politique, les positions sont divergentes. « *Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 [Pacte budgétaire européen] en privilégiant la croissance et l'emploi et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction* », peut-on lire dans le programme de François Hollande. Le candidat socialiste veut remplacer le « *pacte qui porte le nom de stabilité, mais qui peut mener à l'austérité* » par un « *Pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance* ». Plus que renégocier le texte, il souhaite le compléter et l'enrichir par des mesures en faveur de la croissance et de l'emploi. « *Je suis Européen parce que je pense que, dans le contexte que nous connaissons, la crise qui frappe notre Europe peut être le levier et la solution, sauf si elle se condamne à l'austérité, ce que le candidat sortant a choisi comme orientation avec la chancelière d'Allemagne. C'est cette orientation que je dénonce* » (5), indique François Hollande.

Pour certains, en se prononçant pour une renégociation, le candidat socialiste donne cependant des arguments à tous ceux qui jugent que son élection ralentirait, voire paralyserait, l'Union européenne, qu'elle la fragiliserait face aux marchés financiers. D'autres considèrent son désir de renégociation comme un simple discours de campagne, le comparant avec la menace brandie par Lionel Jospin au moment des élections législatives de 1997 de rejeter le Pacte de stabilité, auquel il se ralliera une fois installé à Matignon, après avoir obtenu une résolution complémentaire sur la croissance et l'emploi et la tenue d'un sommet européen sur l'emploi. « *Je veux réorienter la construction européenne* », affirme pourtant François Hollande. Interrogée sur les priorités européennes du candidat socialiste, Catherine Trautmann, responsable du pôle Europe dans son équipe de campagne, met d'ailleurs en avant la « *volonté de changement pour la France* » du candidat socialiste, « *qui lui permettra également de changer l'orientation de l'Europe* » (6).

Favorable aux euro-obligations pour financer des investissements ciblés et à la mutualisation partielle des dettes nouvellement émises, le candidat

(4) *Ibid.*

(5) Discours de Nevers, 1^{er} mai 2012.

(6) Emission de Daniel DESESQUELLE, « Carrefour de l'Europe », 11 mars 2012, Radio France internationale (RFI).

socialiste souhaite que la Banque européenne d'investissement (BEI) soit dotée de davantage de moyens et puisse lever de nouveaux emprunts pour investir dans les secteurs d'avenir. Il est également partisan d'un renflouement du budget européen et, pour ce faire, propose de mettre en place, dans les Etats membres qui l'accepteront, une taxe sur les transactions financières dont le fruit sera consacré au financement d'investissements dans la recherche et l'innovation, notamment dans les domaines des technologies vertes et des transports de marchandise ferroviaires. François Hollande plaide enfin pour la création d'une Agence publique européenne de notation pour lutter contre la spéculation financière.

L'écologiste Eva Joly s'oppose également au Pacte budgétaire européen, qu'elle qualifie de « *pacte d'austérité* ». Elle souhaite voir adopter un Pacte de développement écologique et social qui engloberait un plan d'investissement dans les énergies renouvelables, les transports alternatifs ou les emplois verts, financé en partie par la Banque centrale européenne. Le nouveau traité qu'elle appelle de ses vœux instituerait une politique fiscale commune (création d'un impôt européen pour les sociétés cotées en bourse). Comme François Hollande, Eva Joly souhaite mutualiser partiellement les dettes nationales (au-delà de 60 % du PIB) *via* l'émission d'euro-obligations et doter l'Union de ressources propres par la taxation des transactions financières au sein de l'Union.

A gauche toujours, Jean-Luc Mélenchon est l'un des plus féroces pourfendeurs du Pacte budgétaire européen. Il se bat pour qu'un autre traité soit élaboré puis soumis aux suffrages des Français et demande que les Etats puissent emprunter auprès de la Banque centrale européenne afin de mettre un terme à la spéculation. Le candidat du Front de gauche entend « *réformer le projet européen* » et défend une Europe sociale ; il veut créer un Fonds européen de développement social, écologique et solidaire, souhaite l'adoption d'un salaire minimum légal dans chacun des Etats membres et la mise en place de véritables services publics européens. Il est également partisan d'une imposition – minimale – des entreprises pour empêcher tout *dumping* social entre les pays de l'Union.

Comme Jean-Luc Mélenchon, la candidate de l'extrême droite, Marine Le Pen est opposée au texte européen, qu'elle veut soumettre à référendum. Son rejet s'appuie, d'une part, sur sa contestation de ce qu'elle qualifie de « *nouveau transfert de souveraineté* » et, d'autre part, sur son refus de voir les Français, dont la situation financière est difficile, payer les dettes d'Etats membres qui, selon elle, ne seront jamais en mesure de rembourser les prêts qui leur sont alloués.

Enfin, si l'ensemble des « petits » candidats (7) s'oppose à l'Union européenne actuelle, chacun d'entre eux la décrit cependant comme l'unique

(7) Nous appelons « petits candidats » les candidats crédités durant toute la campagne de moins de 2 % des suffrages – et qui ont recueilli moins de 2 % des voix le 22 avril –, soit Nicolas DUPONT-AIGNAN, Philippe POUTOU, Nathalie ARTHAUD et Jacques CHEMINADE.

voie de salut pour la France. Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République, DLR) se dit favorable à une Europe des nations : « *une Europe de coopérations entre Etats nations fondées sur de grands projets d'avenir* ». Il souhaite voir la France sortir de la monnaie unique, pour que Paris dévalue sa monnaie et retrouve ainsi sa compétitivité, mais veut néanmoins créer un « *euro franc* », monnaie commune au sein d'un nouveau système monétaire européen dont l'euro resterait l'unité de compte. Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste, NPA) se bat pour une « *union des travailleurs et des peuples de l'Europe et de la Méditerranée en rupture avec les règles du capitalisme* ». Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière, LO) reprend une formule de Léon Trotski et souhaite que soient fondés les Etats-Unis socialistes d'Europe : « *La construction européenne est nécessaire ; la France seule ne peut résoudre les questions d'énergie, d'environnement, de production, etc.* » (8), souligne la candidate d'extrême gauche.

Je suis, tu es, nous sommes tous des Européens

La forte dimension européenne de l'agenda de la campagne présidentielle de 2012 a, plus que jamais auparavant, mis au jour l'interdépendance existant entre Paris et les autres capitales européennes. Les candidats ne s'y sont pas trompés : tous ont multiplié les rencontres avec leurs homologues des Vingt-Sept, chefs d'Etat ou de gouvernement, leaders de formations politiques, etc. Dans un tel contexte, il est effectivement important de montrer qu'on n'est pas isolé, qu'on est reconnu par ses pairs et que, une fois au pouvoir, on bénéficiera de suffisamment d'alliés pour peser au moment de la décision.

Un match s'est engagé entre Nicolas Sarkozy et François Hollande sur ce point précis. Le Président sortant a donné un entretien télévisé aux côtés de la Chancelière Angela Merkel, une semaine avant même de déclarer officiellement sa candidature à l'Elysée. Jamais d'ailleurs la France n'avait été autant comparée à l'Allemagne dans une campagne, jamais les candidats ne s'étaient autant adressés à Berlin et jamais un chancelier allemand n'était intervenu si directement dans une élection présidentielle française. En janvier 2003, Jacques Chirac et Gerhard Schröder avaient ensemble accordé un entretien télévisé contre la guerre en Iraq avant le discours de Dominique de Villepin à l'ONU. Quelques années plus tôt, en 1992, Helmut Kohl était intervenu en duplex à la télévision pour soutenir François Mitterrand au moment du référendum sur le Traité de Maastricht. « *Chacun de nos pays constitue une partie de la politique intérieure européenne* », a souligné Angela Merkel. « *Une aide électorale au-dessus des frontières nationales est une véritable étape vers une politique intérieure à l'échelle européenne* » (9), a indiqué le président social-démocrate du Parlement européen, Martin

(8) Programme de Nathalie ARTHAUD.

(9) Frankfurter Allgemeine Zeitung, 5 fév. 2012.

Schulz. En s'affichant aux côtés d'Angela Merkel, Nicolas Sarkozy souhaite mettre en avant son expérience de négociateur européen, même si, comme l'a rappelé l'un des porte-parole du gouvernement allemand, Georg Streiter, la Chancelière soutient le Président sortant à titre personnel, c'est-à-dire en tant que présidente de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et non comme chef du gouvernement allemand.

La tradition veut que le Chancelier rencontre également avant l'élection présidentielle le principal candidat de l'opposition. En 2012, cette entrevue d'Angela Merkel et de François Hollande n'a pas eu lieu. Le Président sortant a quant à lui abandonné l'idée qu'il avait un temps envisagée d'inviter la Chancelière à participer à l'un de ses *meetings* de campagne : Nicolas Sarkozy s'est certainement interrogé sur l'opportunité de la chose après que certains sondages eurent montré que la majorité des Français ne comprenaient pas l'intervention de la Chancelière allemande dans la campagne présidentielle – selon l'enquête l'observatoire de la présidentielle (vague 3) réalisée en février 2012 par OpinionWay-Fiducial pour Radio Classique et le quotidien *Les Echos*, les deux tiers des Français (66 %) jugent excessive la présence d'Angela Merkel dans la campagne présidentielle (10). En outre, l'évolution du discours du Président sortant au cours de la campagne (*cf.* ci-dessous) aurait sans doute rendu la chose difficile.

De son côté, François Hollande a dû s'évertuer à démentir le fait que plusieurs gouvernants européens se seraient alliés dans le but de l'empêcher d'être élu et de gouverner la France (11) et démentir l'idée que l'élection d'un homme de gauche dans une Europe très majoritairement à droite affaiblirait la France. « *Ce que fera le peuple français va modifier la donne. Ce que je dis est entendu au-delà des frontières* » (12), a affirmé le socialiste « *J'ai rencontré plusieurs chefs d'Etat européens ; il n'y en a pas beaucoup qui soient satisfaits de la situation économique. Je ne suis pas isolé* » (13), a-t-il encore répété, soulignant que sa probable élection serait « *décisive pour l'Europe* ». François Hollande s'est rendu à Berlin, où il n'a pas été reçu par Angela Merkel, et à Londres, où il a tenté de convaincre les Britanniques qu'il n'était « *pas dangereux* » (14). Il a également tenu, le 17 mars, un *meeting* entouré de ses amis européens Sigmar Gabriel, président du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), Pier Luigi Bersani, secrétaire du Parti démocrate (PD) italien – ces deux derniers, qui se présenteront

(10) *Cf.* le site Internet fr.slideshare.net/contactOpinionWay/opinion-way-fiducialpourradioclassique/lesechos-vague-3-fvrier-2012vf.

(11) *Der Spiegel* daté du 5 mars affirme que la Chancelière allemande Angela Merkel s'est entendue avec le président du Conseil italien Mario Monti, le premier ministre espagnol Mariano RAJOY et le chef du gouvernement britannique David CAMERON pour ne pas rencontrer le candidat socialiste à la présidentielle française. Selon le magazine, ces gouvernants seraient « *scandalisés* » par le projet de François HOLLANDE de renégocier le Pacte budgétaire européen.

(12) Emission « Des paroles et des actes », France 2, 26 avr. 2012.

(13) *Handelsblatt*, 18 avr. 2012.

(14) Le 28 avril, l'hebdomadaire britannique *The Economist* titre « The Rather Dangerous Monsieur HOLLANDE ». L'article critique davantage les zones d'ombre du programme du candidat socialiste que ses propositions.

en 2013 aux suffrages de leurs compatriotes, ont un intérêt évident à la victoire de la gauche en France –, et Martin Schulz, président – social-démocrate – du Parlement européen. Le 17 avril, le premier ministre belge Elio Di Rupo (Parti socialiste, PS) est également présent au dernier *meeting* du candidat socialiste avant le premier tour.

La candidate écologiste Eva Joly s'est, elle, rendue en Grèce pour soutenir la population ; Marine Le Pen est allée en Autriche rencontrer les membres des formations nationalistes de plusieurs Etats européens ; Jean-Luc Mélenchon s'est affiché avec Oskar Lafontaine, fondateur et ancien coprésident du Parti de gauche allemand (Die Linke, DL), formation qui a servi de modèle au Français, qui en a même « copié » le nom. Le leader du Parti de gauche – allié au Parti communiste au sein du Front de gauche – s'est efforcé de montrer que ses idées n'étaient pas isolées en Europe : « *Partout, les peuples aspirent à sortir de l'Europe austéritaire. Si la France refuse de continuer cette Europe libérale, elle rencontrera leur soutien* », a-t-il affirmé.

La dimension européenne de la campagne présidentielle s'observe aussi bien dans les propos que dans les fréquentations des candidats. Chacun d'entre eux, qu'il soit favorable ou opposé à l'Union, en appelle aux partenaires européens, que ceux-là soient érigés en modèles, comme l'Allemagne par Nicolas Sarkozy – tout au moins au début de sa campagne –, ou cités comme les exemples à ne pas suivre, ce qui est le cas des pays du sud du continent, particulièrement affectés par la crise économique. « *Regardez où se trouve l'Espagne après sept ans de socialisme. Existe-t-il un seul Français qui souhaite aujourd'hui pour son pays le destin de l'Espagne ?* » (15), apostrophe ainsi le Président sortant. « *Vous voulez la gauche ? Vous aurez la Grèce. Pas un Français ne souhaite que notre pays soit dans la situation de la Grèce* » (16), déclare-t-il encore. Interrogé sur les priorités européennes du candidat François Bayrou pour l'élection présidentielle, le vice-président du Mouvement démocrate, Jean-Luc Benhamias mentionne lui aussi le sauvetage de la Grèce : « *Aider les Grecs à sortir de l'austérité et de l'injustice sociale qu'ils connaissent, où on les a mis et où ils se sont mis. Si l'on abandonne la Grèce, personne ne croira plus à l'Union européenne* » (17).

Les opposants à l'Union européenne ne sont pas en reste. « *La France est dans le même escalier que la Grèce, elle n'est juste pas au même étage, mais à la fin, nous nous retrouverons tous au rez-de-chaussée* » (18), indique Marine Le Pen. « *Je ne veux pas que mon peuple soit obligé, comme les Irlandais, de baisser le smic de 12%, de baisser les allocations familiales, de baisser les allocations pour le chômage, des baisser le traitement des*

(15) Présentation de son programme à la presse, 5 avr. 2012.

(16) *Ibid.*

(17) Émission « Carrefour de l'Europe », *op. cit.*

(18) Entretien avec David PUJADAS, Journal de 20 heures, France 2, 31 mai 2012.

fonctionnaires. Si c'est le prix qu'il faut payer pour l'euro, je dis que mieux vaut sortir de l'Europe et que mieux vaut sortir de l'euro » (19), soulignait-elle déjà en 2011.

UNE CAMPAGNE OÙ JAMAIS L'EUROPE N'A ÉTÉ AUTANT MALTRAITÉE

L'Europe bouc émissaire

Dans cette campagne à l'agenda européen, Marine Le Pen est – officiellement – la seule à mener le combat nationaliste. « *En 2012 le choix sera binaire : soit la mondialisation, soit la nation* », avait-elle affirmé le 16 janvier 2011 à Tours, lors de son discours d'investiture à la tête du Front national – et donc comme candidate du parti au scrutin présidentiel de 2012. Fortement concurrencée sur le créneau social qui est désormais celui du Front national par un Jean-Luc Mélenchon au discours populiste de gauche, Marine Le Pen se doit de se démarquer. Pour ce faire, la candidate populiste de droite s'appuie sur son rejet de l'immigration, symbole de cette mondialisation qu'elle abhorre – de son côté, le candidat du Front de gauche, qui a parfois flirté avec la xénophobie, notamment lors du référendum de 2005 lorsqu'il se battait contre la présence de travailleurs immigrés venus de l'Est de l'Europe qu'il accusait de voler les emplois et de faire baisser les salaires des Français, affirme cette fois qu'il veut « *mettre fin à l'Europe forteresse qui stigmatise les étrangers non communautaires* ». « *Je vais sauver notre système de protection sociale mis à mal par l'Union européenne et l'immigration* », peut-on lire dans la profession de foi de la candidate du FN.

« *Protéger notre économie pour arrêter le chômage et les délocalisations vers des pays qui pratiquent le dumping social et protéger les salaires et le niveau de vie* » (20), affirme Bruno Gollnisch, en charge de la souveraineté et de la renégociation des traités dans l'équipe de campagne de Marine Le Pen, lorsqu'il est amené à formuler la priorité européenne de sa candidate.

Sur l'enjeu européen, son discours reste toutefois peu clair. Son anti-européanisme s'est durci et Marine Le Pen a oscillé durant toute la campagne entre hostilité envers « *l'Europe de Bruxelles* », qualifiée « *d'empire hors sol qui prive les Français d'identité et qui a pillé la souveraineté nationale au profit d'une technostucture inféodée aux marchés* » (21), et propos plus mesurés à l'égard de l'idée européenne ; entre une volonté de sortir de l'Europe – déjà énoncée par son père lors de la campagne présidentielle de 2002 – et un désir de moins d'Europe. « *Je vais rétablir les Français dans leurs droits légitimes en recouvrant notre souveraineté nationale par la*

(19) Entretien avec Maria CECILIA CACCIOTTO, *Euronews*, 18 fév. 2011.

(20) Emission « Carrefour de l'Europe », *op. cit.*

(21) Présentation du programme de campagne, 19 nov. 2011.

remise à plat des traités européens. A nouveau, les lois seront votées à Paris et non à Bruxelles et les Français seront consultés par référendum sur tous les sujets importants qui engagent l'avenir de notre peuple. Ainsi, les technocrates et les banques cesseront de gouverner », peut-on lire dans sa profession de foi. Si elle demande que pouvoir et compétences soient intégralement rapatriés à Paris, Marine Le Pen propose aussi de « *diminuer les pouvoirs de l'Europe partout où cela est possible afin de redonner davantage d'influence aux Etats* ». Appelant à la renégociation de tous les traités européens, à la fin de la libre circulation des biens et au retour des frontières et des droits de douane – « *les Français ne veulent plus d'une Europe passoire* », déclare-t-elle –, à l'abandon de la Politique agricole commune – dont la France est pourtant la principale bénéficiaire – et au retour de la maîtrise monétaire à Paris, elle vide néanmoins l'Union européenne de sa substance.

En l'état, l'Europe n'est pour elle que le bras armé de la mondialisation qui détruit la France, ses ressources, son identité, son modèle social : « *L'Europe, c'est une civilisation, c'est un territoire, je suis Européenne. Mais l'Union européenne est une structure que je considère comme totalitaire, c'est l'Union soviétique européenne. Plus elle avance, plus elle se construit sans le peuple et même contre le peuple, plus elle nous impose des directives. Nous ne voyons pas bien ce qu'elle nous apporte, il faut bien le dire, à part ruiner notre économie, nous contraindre sur le plan budgétaire, nous contraindre sur le plan monétaire et nous imposer un modèle de vie qui n'est pas le nôtre* » (22) ; « *l'Europe est une machine à broyer les peuples et les modèles sociaux* » (23), souligne Marine Le Pen. « *Je crois que l'Union européenne est morte* », répond-elle à la journaliste qui lui demande si elle est favorable à la sortie de la France de l'Union actuelle. La candidate du Front national envisage cependant la création d'une nouvelle Union paneuropéenne des nations libres, où la France figurerait aux côtés de la Suisse et de la... Russie.

Tradition internationaliste oblige, du côté de l'extrême gauche, le discours est moins nationaliste, mais tout aussi anti-européen. Ainsi, pour Philippe Poutou, les Vingt-Sept sont une « *(fausse) Union européenne* » et une organisation libérale créée pour les capitalistes, au profit d'un petit nombre de personnes et aux dépens de la démocratie et des intérêts de la majorité des citoyens, qui a mis en place une concurrence entre les peuples : « *une zone de libre commerce, nivelant les droits sociaux au lieu d'être fondée sur la démocratie et l'extension des droits sociaux* » (24). Cette Europe n'a d'ailleurs selon lui qu'un seul but : satisfaire les marchés financiers. Le candidat du Nouveau Parti anticapitaliste demande « *la rupture avec les*

(22) Entretien avec Maria Cecilia CACCIOTTO, *op. cit.*

(23) Communiqué de presse, 16 avr. 2012.

(24) Entretien avec les Cabris de l'Europe, 17 avr. 2012, disponible sur le site Internet blog.slate.fr/europe-27etc/9335/philippe-poutou-nga-es-propositions-tournent-le-dos-au-chauvinisme-aux-replis-nationalistes/.

traités existants (Lisbonne, bien sûr, mais aussi Maastricht, l'Acte unique et jusqu'au Traité fondateur de Rome) et par conséquent avec les institutions et mécanismes qu'ils ont mis en place » (25).

« Je pense que le poste le plus important en Europe est le poste de Président de la République française, de Chancelier allemand, de Président du Conseil italien... Seules des nations libres et égales permettront de construire une autre Europe, forte, en lieu et place de celle des technocrates non élus dont personne n'entend jamais parler en bien comme les Barroso, van Rompuy, Trichet, Draghi, etc. » (26), a répondu le souverainiste de droite Nicolas Dupont-Aignan, interrogé sur le poste européen qu'il jugeait le plus important. « L'Union européenne évolue de plus en plus vers un modèle de technostucture post-démocratique, un fédéralisme bureaucratique. Le Traité de Lisbonne a été accepté contre l'avis des peuples français et néerlandais. Les deux nouveaux traités vont l'être sans consulter les peuples et désormais, les gouvernements tombent en Europe et Bruxelles et la Banque centrale européenne nomment leurs remplaçants, comme en Grèce ou en Italie. Nous ne pouvons continuer comme cela à renier l'idéal démocratique européen. Ce n'est pas pour voir la démocratie confisquée par une minorité que nous avons fait l'Europe » (27), a également déclaré Nicolas Dupont-Aignan. Le souverainiste veut voir Paris sortir des Accords de Schengen et plaide pour l'imposition de droits de douane aux frontières pour relocaliser l'activité productive en France. « L'Union européenne doit servir à faire ensemble ce que chaque pays ne peut pas faire seul, elle ne doit pas servir à imposer une idéologie néolibérale ni un modèle de société que les Français ne veulent pas » (28), souligne-t-il.

Discours similaire du côté de Jean-Luc Mélenchon. Si l'homme se situe à gauche sur l'échiquier politique, il dénonce également la « *dérive autoritaire de l'Union européenne qui concentre le pouvoir entre les mains d'institutions non élues* » et demande une Europe affranchie de Lisbonne, traité qu'il juge lui aussi illégitime car « *imposé après le "non" des Français au Traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005* ». Le candidat du Front de gauche, qui défend une Europe plus sociale et en appelle à la désobéissance aux directives européennes (Bolkenstein, libéralisation des services publics, libre circulation des capitaux et des marchandises), veut rompre de façon nette avec le système existant. « *Nous refuserons d'appliquer des directives contradictoires à nos engagements* » (29), indique Jean-Luc

(25) Yann CÉZARD / Jean-Philippe DIVES, *Une voie anticapitaliste face à la crise de l'euro*, 21 fév. 2012, disponible sur le site Internet www.npa2009.org/content/une-voie-anticapitaliste-face-%C3%A0-la-crise-de-l%E2%80%99euro.

(26) Entretien avec les Cabris de l'Europe, 18 mars 2012, disponible sur le site Internet blog.slate.fr/europe-27etc/9171/nicolas-dupont-aignan-debout-la-republique-je-refuse-lelection-du-president-de-lue-au-suffrage-universel-car-il-nexiste-pas-de-democratie-europeenne-de-nation-europeenne/.

(27) *Ibid.*

(28) *Ibid.*

(29) Programme du Front de gauche et de son candidat commun, Jean-Luc MÉLENCHON, « L'humain d'abord », Elections présidentielle et législatives 2012, p. 26.

Mélenchon, qui affiche une conception pour le moins particulière de la construction européenne.

Toutefois, qu'on ne s'y méprenne pas, le rejet de l'Europe s'avère le discours le mieux partagé de la campagne présidentielle : il est également porté par les deux principaux candidats – François Hollande et Nicolas Sarkozy – ou encore par le pro-Européen de toujours, François Bayrou. L'Union est le plus souvent présentée comme un obstacle à l'épanouissement de la France, voire comme la responsable de tous les maux du pays. Dans leur ensemble, les candidats ont multiplié les mesures défensives et, si tous prônent le salut par l'Europe, ils n'ont cependant cessé de s'élever contre les instances communautaires. Le discours accusant celles-là d'être insuffisamment protectrices, trop peu réactives ou encore trop libérales a constitué la litanie de la campagne présidentielle de 2012.

La nation française, sa cohésion, son indépendance, son avenir figurent toujours fort logiquement au cœur de la campagne. Dans ce cadre, l'Europe est bien souvent utilisée de façon négative pour donner corps à la puissance et à la volonté nationales que tout candidat désire incarner. La dénonciation des institutions européennes, peuplées de « technocrates de Bruxelles » apparaît alors un moyen aisé de mobiliser les électeurs ; il suffit de faire mine d'oublier que la France participe au processus décisionnel de l'Union et que le Parlement de Strasbourg, élu au suffrage universel, existe. Il est toujours plus aisé de demander la fermeture des frontières et de stigmatiser l'étranger que de proposer les mesures qui amélioreraient l'intégration et permettraient d'améliorer le vivre-ensemble. Jamais donc en effet l'Europe n'a été, en France, autant présente dans une campagne présidentielle qu'en 2012, mais jamais non plus, elle n'a été autant maltraitée. « *Comment voulez-vous que les gens aient une image positive de l'Europe si leurs leaders ne montrent pas qu'ils croient dans le projet européen ?* » (30), a déploré le président du Conseil européen Herman van Rompuy.

Le Parti socialiste de François Hollande est depuis toujours internationaliste et pro-européen. Toutefois, de façon paradoxale, cette inclinaison et le soutien à l'Union de la formation semblent s'effriter au fur et à mesure que la construction européenne se développe. La gauche, comme la droite mais plus fortement en raison du fait qu'elle est dans l'opposition et se doit d'incarner le changement, est en effet confrontée à la question suivante : comment exister dans un environnement européen qui contraint le pouvoir à accepter une perte croissante de souveraineté au niveau national ? Nous sommes bien loin de 1981, année qui a vu un socialiste accéder pour la première fois à l'Élysée, et François Hollande sait bien qu'il ne peut faire l'impasse sur la situation européenne – et mondiale. Durant la campagne, le candidat socialiste a répété qu'il était hostile à tout nouveau transfert de souveraineté et a préconisé l'adoption de mesures unilatérales, par

(30) Colloque « Les défis de la compétitivité », Paris, 13 mars 2012.

exemple la taxe sur les transactions financières. « *L'Allemagne ne décide pas pour l'ensemble de l'Europe* » (31), a affirmé le socialiste, qui a souvent mis l'Europe au service de la volonté de puissance de la France, gardant le silence face à la proposition d'Angela Merkel de bâtir une union politique plus fédérale.

De son côté, Nicolas Sarkozy, qui en 2007 avait fait campagne sur le retour de la France en Europe, affirme cinq ans plus tard que l'Europe doit « *rendre à la France la maîtrise de son destin* ». Le 11 mars 2012, le Président sortant tient *meeting* à Villepinte et prononce un discours devant une nuée de drapeaux bleu-blanc-rouge, toujours très présents à tous ses rassemblements. Sur la scène, il masque une partie – le « e » du mot France – de son affiche de campagne, où figure son slogan « La France forte », sur laquelle on peut donc lire « franc fort » – d'autres y verront le mot Francfort...

Nicolas Sarkozy prononce ce jour-là un discours très violent contre l'Europe. Il exalte le thème de la nation et fait de la frontière l'un des thèmes majeurs de sa campagne présidentielle. Il propose tout d'abord de revoir les Accords de Schengen, qu'il qualifie de « *ventre mou* » et d'« *espace ouvert à tous les vents* ». « *Les Accords de Schengen ne permettent plus de répondre à la gravité de la situation et ils doivent être révisés [...] Si l'Europe ne peut pas défendre ses frontières, la France le fera* », indique-t-il. « *La frontière entre la Grèce et la Turquie n'est pas défendue, n'est pas contrôlée et n'est pas tenue. L'Europe qui ne maîtrise pas ses flux migratoires, c'est fini. L'Europe ne peut pas être la seule région du monde à si mal faire respecter ses frontières, à si mal défendre ses intérêts et à ignorer les angoisses de ses citoyens* », affirme-t-il encore. Il demande que les décisions d'entrée sur le territoire soient « *l'expression d'une volonté politique décidée par la souveraineté nationale* » et refuse de « *laisser la gestion des flux migratoires entre les seules mains des technocrates et des tribunaux* ». « *La France a suffisamment agi pour construire l'Europe et récemment pour lui éviter d'implorer. Elle n'a pas à s'excuser ou à se justifier de demander des changements profonds dans la manière de contrôler les frontières extérieures de l'Europe* », se justifie-t-il. « *Si je devais constater que dans les deux mois qui viennent, il n'y avait aucun progrès sérieux dans cette direction, alors la France suspendrait sa participation aux Accords de Schengen jusqu'à ce que les négociations aient abouti* », prévient le Président sortant. Il semble oublier que les Accords de Schengen, dont le premier volet a été signé en 1985 et qui sont intégrés dans les traités de l'Union depuis 1997, constituent une pierre angulaire de la construction européenne. Nicolas Sarkozy fait également mine d'oublier que les ministres européens travaillent depuis plusieurs mois sur une modification de ces Accords.

(31) Emission « Des paroles et des actes », *op. cit.*

Son clip de campagne de l'entre-deux-tours poursuivra sur le thème de la frontière. « *La vérité est que l'Europe ne peut plus continuer à être une Europe passoire, que l'Europe doit avoir des frontières, que l'Europe doit vous protéger, que l'Europe doit vous défendre, que l'Europe doit être au service de notre civilisation et de notre mode de vie. Si nous avons décidé de gérer nos frontières ensemble, c'est pour qu'elles soient mieux protégées* », indique le candidat de l'Union pour un mouvement populaire. « *L'Europe n'a de sens que si elle protège ses frontières, sa culture, ses emplois et son identité* », pouvait-on déjà lire dans sa profession de foi du premier tour de scrutin.

A Villepinte, Nicolas Sarkozy se déclare également favorable à la mise en place de mesures protectionnistes pour relancer l'économie française. Il demande l'adoption d'un Buy European Act, mesure qui figurait déjà dans sa campagne de 2007 et qui prévoit de réserver les marchés publics européens aux entreprises qui produisent en Europe, et d'un Small Business Act européen, qui réserverait une partie des commandes publiques aux petites entreprises européennes. « *Le libre échange, oui ; la concurrence déloyale, non* », martèle le Président sortant, qui accuse l'Europe d'avoir aggravé l'exposition des citoyens à la mondialisation. « *L'Europe ne doit plus être une menace, elle doit vous protéger* », indique-t-il. Le 1^{er} décembre 2011 à Toulon, il affirmait déjà : « *L'Europe qui tolère le dumping social et le dumping fiscal entre ses Etats membres, l'Europe qui supporte que les subventions qu'elle verse à certains de ses membres pour les aider à combler leur retard sur les autres puissent servir à baisser leurs charges et leurs impôts pour faire aux autres une concurrence déloyale, ça ne peut plus durer. L'Europe ne peut pas laisser ses groupes industriels à la merci de tous les prédateurs du monde, parce qu'elle leur interdit de se regrouper au nom d'une fausse conception de la concurrence* ». Là encore, Nicolas Sarkozy oublie de mentionner le fait que la Commission européenne réfléchit alors à la façon d'obliger les pays tiers à respecter une réelle réciprocité avec les entreprises européennes dans l'accès aux marchés publics.

Il n'hésite pas à s'en prendre aux « *technocrates* » de Bruxelles, dénonce l'absence de prise en compte de la volonté des peuples, le primat constamment donné à la défense de la concurrence au risque de faire disparaître l'industrie européenne et de susciter le rejet en ignorant ainsi les angoisses des citoyens. Le candidat de l'Union pour un mouvement populaire demande enfin un gel de la contribution française au budget européen, une mesure qui, selon lui, permettrait d'économiser 600 millions d'euros.

Nicolas Sarkozy prononce l'un de ses derniers grands discours place de la Concorde le 15 avril, soit une semaine avant le premier tour du scrutin présidentiel. Ce jour-là, il n'hésite pas à briser le pacte qui l'unit à Angela Merkel en exigeant une réforme de la Banque centrale européenne et la mise en place d'un dialogue avec l'autorité indépendante, afin de stimuler

la compétitivité européenne en jouant sur les taux de change. Celui qui cinq mois plus tôt affirmait que, dans le respect de l'indépendance de la Banque centrale européenne, il fallait « *s'abstenir de demandes positives ou négatives à son endroit* », plaide désormais pour une baisse de l'euro de façon à doper les exportations des pays en manque de compétitivité. « *Si l'on ne change pas l'Europe, si l'on ne fait pas l'Europe de la production, l'Europe de l'investissement, nous ne pouvons pas retrouver la croissance* », souligne le chef de l'Etat sortant, qui affirme qu'il n'est pas nécessaire de modifier les traités ou de réformer les statuts de la Banque centrale européenne pour que celle-là puisse jouer un rôle plus important dans le soutien à la croissance.

La France peut-elle aisément se mettre en congé des règles européennes ou bien les propos des candidats doivent-ils être entendus comme des discours de campagne auxquels il serait sage de ne pas accorder de crédit ? « *Si de Gaulle n'avait pas pratiqué la politique de la chaise vide* [entre juin 1965 et janvier 1966, Paris, qui refusait la révision du financement de la PAC et l'évolution de la prise de décision communautaire de l'unanimité à la majorité qualifiée, avait suspendu la participation de la France aux réunions du conseil des ministres de la Communauté économique européenne], *nous n'aurions pas de Politique agricole commune* » (32), répond Nicolas Sarkozy, qui semble penser que l'Europe a besoin d'être bousculée pour avancer. L'ensemble de ces déclarations fera dire à son principal rival François Hollande : « *Il me reprochait de vouloir renégocier un traité non ratifié et le voilà qui menace de sortir de trois traités* » (33).

Même le pro-Européen François Bayrou a surpris en lançant sa campagne présidentielle avec le concept protectionniste du « achetez français » et son désir de voir créer un label « produit en France ». Le centriste a appelé le consommateur à faire jouer la préférence nationale tout en récusant tout protectionnisme, préférant parler de « *patriotisme économique* » et de la nécessité de produire en France en temps de crise. Il a encore déconcerté lorsqu'il a dénoncé l'absence de démocratie en Europe : « *Comment légitimer l'Europe quand aucun des dirigeants qu'on lui a désignés aux termes de tractations mystérieuses entre gouvernements n'est identifié par les citoyens, quand personne ne sait sur quel projet ils ont été choisis ni n'a la moindre perspective sur les politiques qu'ils défendent ou préparent ? J'affirme que personne ne connaît ceux qui décident ni où ils décident ni quand ils décident ni quelles sont les décisions qu'ils préparent [...] Nous aimons l'Europe, mais nous n'aimons pas ce qu'elle est devenue et là où elle s'est égarée, dans ces labyrinthes avec des dirigeants faibles et anonymes et qui ont été choisis pour cette raison même* » (34).

(32) « Grand journal », Canal +, 16 mars 2012.

(33) Discours, 17 mars 2012.

(34) Discours, Strasbourg, 6 mars 2012.

L'Europe, nouveau clivage politique majeur de la scène politique française

Il est décidément bien difficile de parler d'Europe en France. Selon l'étude menée par le site Internet Vigie 2012 (35), la moitié des déclarations faites au cours de la campagne présidentielle (entre octobre 2011 et avril 2012) sur ce sujet étaient erronées. Comment en effet parler d'Europe dans un pays où une majorité d'électeurs voient dans l'Etat national le garant de leur liberté et de leur protection ? Comment affirmer – et garantir – sa singularité alors que la plupart des promesses énoncées et la mise en œuvre de ses engagements devront être négociées avec vingt-six partenaires ?

L'Europe est le plus souvent présentée dans l'Hexagone comme une France en grand et utilisée pour servir la volonté de puissance nationale. On évoque une union qui n'existe pas, on parle des « technocrates de Bruxelles », en faisant mine d'oublier que les Vingt-Sept possèdent des institutions communes et un parlement élu au suffrage universel.

Si les questions européennes ont plus que jamais figuré au cœur de la campagne présidentielle de 2012, le débat sur l'Europe lui n'a pas eu lieu. Quelle Union voulons-nous ? Quel avenir pour les Vingt-sept ? Ces questions ont à peine été évoquées. Favorable à de nouveaux transferts de souveraineté, Eva Joly est la seule à défendre le projet d'une Europe intégrée et fédérale. La candidate écologiste souhaite même créer un poste de vice-Premier ministre chargé des Affaires européennes, pour intégrer davantage l'Union à la politique française. Nicolas Sarkozy possède une vision gaullienne de l'Europe, c'est-à-dire celle d'un espace dominé par le couple franco-allemand. Il souhaite imposer à l'Union le modèle français de gouvernance, c'est-à-dire celui d'un exécutif fort. Partisan de l'intergouvernementalité et de l'Europe des Etats chère au général de Gaulle, il demande que les dirigeants des « grands » pays disposent de davantage de pouvoir et s'oppose sur ce point à Angela Merkel, qui est favorable à un plus grand contrôle de la Commission par le Parlement européen. Interrogée sur la priorité européenne du Président sortant, Constance Le Grip, députée européenne et secrétaire nationale de l'UMP, a évoqué l'idée de « *construire l'Europe puissance aux niveaux économique politique monétaire et social* » (36).

« *Pas un seul domaine nouveau de compétence ne sera transféré à une quelconque autorité supranationale* » (37), assure Nicolas Sarkozy. « *La crise a poussé les chefs d'Etat et de gouvernement à assumer des responsabilités croissantes parce qu'au fond, eux seuls disposaient de la légitimité démocratique qui leur permettait de décider. La refondation de l'Europe n'est pas la marche vers davantage de supranationalité ; c'est par l'intergouver-*

(35) Vigie 2012 (site Internet www.vigie2012.eu) a décrypté les déclarations des candidats à l'élection présidentielle de 2012 à la lumière de la réalité européenne. Le site est initié et piloté par le Groupe des Belles Feuilles, qui rassemble depuis 1988 les jeunes professionnels intéressés par les questions européennes.

(36) Émission « Carrefour de l'Europe », *op. cit.*

(37) Entretien avec Erik IZRAELEWICZ, Patrick JARREAU et Arnaud LEPARMENTIER, *Le Monde*, 13 déc. 2011.

nemental que passera l'intégration européenne, parce que l'Europe va devoir faire des choix stratégiques, des choix politiques. L'Europe plus démocratique, c'est l'Europe où les responsables politiques décident [...] Au sein de la zone euro, il nous faut décider maintenant aller sans crainte vers davantage de décisions prises à la majorité qualifiée », déclare-t-il à Toulon le 1^{er} décembre 2011.

Comme le chef de l'Etat sortant, François Hollande refuse tout nouveau transfert de souveraineté. Il défend la vision d'une Europe à plusieurs cercles, une Europe à la carte, et se déclare en faveur d'une gouvernance européenne plus communautaire. Il demande que la Commission puisse exercer un plus grand contrôle démocratique des décisions prises par les Vingt-Sept afin de sortir l'Union du tête-à-tête franco-allemand. « *Les autorités européennes ont été négligées et certains pays, notamment les plus fragiles, ont eu la désagréable impression d'être face à un directoire* » (38), souligne le candidat socialiste. Celui-là souhaite également, sans détailler la façon dont il envisage que cela puisse être fait, voir le Parlement de Strasbourg et les parlements nationaux jouer un plus grand rôle et être davantage impliqués dans les questions européennes.

François Bayrou est sur la même ligne : il désire que les parlements nationaux soient saisis du contrôle des questions économiques européennes. Le candidat centriste se bat pour une « *refondation de l'Europe* » et l'élection d'un Président de l'Union au suffrage universel direct. « *Si l'on veut qu'il y ait un président de l'Union, il faut qu'il n'y en ait qu'un seul et donc, il faut qu'il soit en même temps le président du Conseil et le président de la Commission. Il faut qu'il devienne la référence unique de toutes les autorités légitimes de l'ensemble européen* » (39), souligne François Bayrou.

Egalement opposés à tout nouveau transfert de pouvoir à Bruxelles, populistes de gauche et populistes de droite se retrouvent pour réduire les pouvoirs de la Commission. Jean-Luc Mélenchon souhaite que cela se fasse au bénéfice du Parlement de Strasbourg et des parlements nationaux, tandis que Marine Le Pen demande que « *cet organe non élu qui procure aux technocrates des pouvoirs considérables* » s'efface au profit du conseil des ministres ou des chefs d'Etat et de gouvernement.

Dans un contexte de crise de la dette et de la zone euro, l'idée européenne est difficile à promouvoir et l'Europe apparaît bien souvent dans les discours des candidats plutôt comme un problème que comme une solution. L'embarras et le manque d'audace des pro-européens profitent logiquement aux plus eurosceptiques. Les candidats les plus fortement critiques envers l'Union européenne (Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon) sont, paradoxalement – du moins à première vue –, ceux qui en ont le plus parlé durant leur campagne. La ligne cohérente des eurosceptiques et leur désir

(38) Entretien au site Internet Slate réalisé le 4 mai 2012, 7 mai 2012, disponible sur le site Internet www.slate.fr/story/54563/hollande-international-premiere-interview.

(39) Discours, Strasbourg, 6 mars 2012.

de débattre du sujet européen expliquent d'ailleurs sans doute en partie leurs résultats. Pour les candidats protestataires, l'opposition à la construction européenne est une arme supplémentaire dans leur lutte contre l'*establishment* politique. La confusion qui prévaut en revanche chez les autres candidats à l'égard d'une Europe présentée à la fois comme le symbole de la mondialisation et comme la seule protection contre cette dernière permet à ces derniers d'utiliser ce thème pour dire tout et son contraire. Nicolas Sarkozy hésite sans cesse entre l'Europe qui abîme et l'Europe qui protège (*cf.* ses discours du début de campagne et ceux de Villepinte et de la place de la Concorde).

L'Europe déborde le clivage gauche-droite et divise le cœur même des électors. Le thème est difficile à appréhender pour des candidats qui ont pour tâche de parvenir à mobiliser leur camp avant de rassembler au-delà de celui-là. François Hollande et Nicolas Sarkozy ont tenté de réconcilier la France du « oui » avec celle du « non », même s'ils ont souvent semblé s'adresser davantage à cette dernière en oubliant la France du « oui ». Jean-Luc Mélenchon a d'ailleurs clairement énoncé la chose en affirmant que la campagne présidentielle était « *la réplique de 2005* » (40).

Nicolas Sarkozy essaie d'attirer les électeurs tentés par le Front national en remettant en cause l'Espace Schengen et en demandant le renforcement du contrôle aux frontières et s'adresse aux partisans d'une gauche radicale et de Jean-Luc Mélenchon en exigeant une baisse de l'euro et l'établissement de mesures protectionnistes. Par sa volonté de ne pas accepter en l'état le Pacte budgétaire européen, François Hollande a semblé tenter de faire oublier son approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005. Le Parti socialiste rassemble des pro-Européens et des eurocritiques, ces derniers ayant par leur vote contre la Constitution européenne – contraire la consigne donnée par leur formation – permis le 29 mai 2005 la victoire du « non » au référendum. L'aile gauche de la formation est en effet favorable à la démondialisation et à l'établissement de mesures protectionniste, telles que celles prônées par le candidat à la primaire socialiste Arnaud Montebourg – qui a créé la surprise en recueillant 17,19% des suffrages au premier tour du 9 octobre 2011. Le 1^{er} décembre 2011, celui-là a tenu des propos germanophobes qui ont choqué de nombreuses personnes, accusant Angela Merkel de « *tuer l'euro* » pour préserver les intérêts de son pays et de mener une « *politique à la Bismarck* » (41). « *Sept ans après le "non", François Hollande n'est toujours pas parvenu à imposer de ligne claire sur le sujet européen au sein de son parti. Conséquence : son discours s'en trouve considérablement affaibli.*

(40) France Info, 29 mars 2012.

(41) Arnaud MONTEBOURG, « Madame MERKEL, Bismarck, l'euro et nous, les autres Européens... », 1^{er} déc. 2011, disponible sur le site Internet www.arnaudmontebourg.fr/madame-merkel-bismarck-1%E2%80%99euro-et-nous-les-autres-europeens%E2%80%A6/.

Gauche et droite ont joué un jeu dangereux tout au long de la campagne présidentielle en flattant les souverainistes et en tentant de ranimer la fracture du référendum de 2005 dans le camp adverse. La chose n'était pas sans risque. Le 22 avril, un tiers des électeurs ont ainsi exprimé leur défiance envers l'Europe : si on additionne les suffrages recueillis par Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Nicolas Dupont-Aignan, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou, on obtient en effet 32,5% des voix. Le lendemain de ce premier tour de scrutin, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a appelé à ne pas céder à la menace populiste. « *Il est évident que la crise économique a exacerbé des inégalités sociales et que dans ce contexte économique, il y a un terreau politique pour le développement des populismes. La bonne réponse, c'est d'introduire plus d'Europe. Le repli sur soi, les solutions nationales dans un espace mondialisé, nous pensons que ce n'est pas la solution la plus efficace* », a souligné l'un de ses porte-parole, Olivier Bailly.

L'intégration européenne a entraîné une recomposition du système politique français de la V^e République, dans lequel le Président de la République joue un rôle essentiel – encore amplifié depuis le passage au quinquennat et la tenue des élections législatives à la suite du scrutin présidentiel. Les partis de gouvernement – de gauche et de droite – pour lesquels la construction européenne constitue l'avenir de la France s'opposent à des formations protestataires – de gauche et de droite – qui font de leur contestation de l'Europe le cœur de leur combat. Pour la première fois en 2012, l'Europe a constitué l'un des thèmes-phares de la campagne présidentielle. On pourrait s'en réjouir si celle-là n'avait pas été autant malmenée.

Les candidats peinent à parler d'Europe : soit ils le font de façon trop politicienne, soit ils désignent l'Union comme la responsable de tous les maux du pays, espérant capitaliser sur son rejet par l'opinion. Cette dernière attitude, populiste, attire les électeurs souvent issus des catégories populaires les plus vulnérables, pour lesquels la mondialisation – et, à leurs yeux, l'Europe – est synonyme de flexibilisation du marché du travail, baisse des salaires, pertes d'emploi, démantèlement des systèmes sociaux et hausse de l'immigration.

Si dans une démocratie, le clivage gauche-droite peut bien sûr évoluer, voire être dépassé, il est à terme cependant dangereux qu'il s'efface devant une nouvelle ligne de fracture qui, loin d'opposer deux façons différentes d'appréhender les problèmes, divise la société elle-même en deux camps : d'un côté, les inclus, confiants dans leurs compétences et dans leurs capacités à trouver et à conserver leur place dans une société mondialisée ; de l'autre, les exclus, qui n'y trouvent plus leur place et ont le sentiment de ne plus avoir d'avenir. Le clivage inclus-exclus, parce qu'il abolit tout sentiment d'un avenir commun et met à mal l'idée d'interdépendance des citoyens, menace l'idée même de société.

Cette nouvelle fracture n'est pas un phénomène spécifique à la France. En 2011, la formation populiste des Vrais Finlandais (PS) est devenue le troisième parti de Finlande, après avoir fait des élections législatives du 17 avril 2011 un « référendum sur l'euro dont les Finlandais avaient été privés au moment de l'adoption de la monnaie unique », selon les propres termes de son leader Timo Soini. Le parti a fait campagne sur la dénonciation de la politique européenne du gouvernement sortant (notamment en ce qui concernait l'aide accordée à la Grèce et à l'Irlande). L'année précédente, aux Pays-Bas, le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders a pris la troisième place aux élections législatives du 10 juin : moins de deux ans plus tard, il faisait chuter le gouvernement libéral du premier ministre Mark Rutte – dont il était un soutien parlementaire –, en claquant la porte des négociations autour des réformes nécessaires pour répondre aux normes du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne : Geert Wilders a refusé de voter « des mesures dictées par Bruxelles qui pénalisent trop le pouvoir d'achat des Néerlandais » ; « nous sommes les maîtres dans notre maison, dans notre pays [...] Je n'accepte pas que les personnes âgées doivent payer pour d'absurdes revendications bruxelloises. Nous n'allons pas laisser nos aînés payer pour les fraudeurs grecs », a-t-il déclaré – le retrait de son soutien au gouvernement en place a conduit à des élections législatives anticipées.

L'euroscépticisme peut cependant être vu comme un signe de l'européanisation de la vie politique. En effet, les candidats critiques de la construction européenne font de celle-là un élément essentiel de la politique nationale et n'esquivent pas le débat, tandis que les candidats favorables à l'intégration européenne peinent à faire entrer cette thématique dans une campagne présidentielle qui reste un événement hautement national alors même que nous sommes de plus en plus dépendants de décisions européennes sur lesquelles nos élections nationales ne pèsent que très partiellement. Seule une plus grande démocratisation et une plus forte politisation de la politique européenne permettront aux citoyens de l'Union de faire entrer la structure communautaire qu'est l'Union dans leurs systèmes de pensée nationaux. Une opération primordiale qu'il est urgent de commencer à mener à l'heure où, aux yeux de bon nombre d'Européens, l'action politique tend de plus en plus à se confondre avec l'adaptation à des contraintes économiques extérieures régie par des acteurs économiques d'un monde globalisé (multinationales, fonds de pensions internationaux, etc.), dépourvus d'attaches nationales.

